

# Carte d'identité informatisée NON !

**F**ACE au projet du Ministère de l'Intérieur visant à instaurer un titre d'identité normalisé, infalsifiable et à terme obligatoire, les réactions sont restées extrêmement limitées : la trop grande discrétion des principales organisations politiques et syndicales, les positions très ambiguës de la Commission Nationale Informatique et Libertés, la complexité du dossier, l'opacité aux yeux du grand public de la technique informatique utilisée ont contribué à assurer jusqu'à présent le succès d'une stratégie gouvernementale qui est présentée dans un triple souci : efficacité de l'outil mis en place, plus grande transparence des citoyens face aux pouvoirs, sécurité dans le cadre de la « démocratie ». Reste que dans cette trilogie constamment réaffirmée, la démocratie fait souvent figure de gêneuse, voire d'intruse.

## Une dynamique redoutable

Avant le projet français, il y eut une proposition de passeport international informatisé émanant de l'Organisation Internationale de l'Aviation Civile et relayée par Interpol. Le but affirmé était la recherche de l'efficacité dans la lutte contre le terrorisme. Le Ministère de l'Intérieur a repris cette idée en l'adaptant à ce qu'il est possible de faire admettre peu à peu aux Français. Le projet Peyrefitte a servi de relai à une stratégie complexe de reculs tactiques et d'avancées brusques. Dans un premier temps, on revient en arrière pour ce qui est du titre unique pour les étrangers (1) ; puis, depuis le vote du projet Peyrefitte tout semble devoir s'accélérer. Les recommandations de la C.N.I.L. sont astucieusement tournées, notamment les réserves émises sur l'existence d'une zone de lecture optique : étant donné le système de relecture et de vérification choisi par le Ministère de l'Intérieur, il n'est pas possible de garantir que la carte ne servira pas de base à de multiples fichiers publics ou privés. Enfin les contrôles d'identité sont légalisés par les sénateurs ce qui achève le processus : la mise en circulation de la carte pour les Français pourra commencer d'ici peu. Son acceptation signifiera ensuite l'informatisation des passeports, permis de conduire, titres de paiement, etc.

## Le droit à l'anonymat

Pour les citoyens, cette carte peut être synonyme de commodité ; plus solide, plus maniable, infalsifiable, elle sera plus facilement acceptée par ceux qui contrôleront :

policiers, commerçants, banquiers... Mais son efficacité postule l'existence d'un réseau d'ordinateurs multiples et de fichiers décentralisés — au moins aussi efficaces qu'un ordinateur unique et un fichier centralisé et plus difficilement contrôlables par la population. Pour la première fois dans l'histoire des démocraties, la police va disposer d'une technologie capable de gérer effectivement ses fichiers, dont la taille rend malaisé un traitement mécanographique, et ceci sans qu'il soit possible au citoyen d'en vérifier le contenu.

Le fichage et le caractère infalsifiable de la nouvelle carte sont dirigés contre le droit au secret, l'anonymat vis-à-vis de tout pouvoir constitué qui est un des critères fondamentaux de la démocratie. Qu'on pense à ce que serait l'espace politique français si la légalité républicaine avait eu, depuis 1940, le pouvoir de désigner ses ennemis par un fichage précis et, en l'absence de papiers falsifiables, de les pourchasser efficacement (qu'ils aient été résistants, communistes, collabos, militants FLN, OAS, gauchistes...).

## Méfiance systématique

Accorder à l'Etat des moyens de contrôle sans précédent en pensant qu'il n'osera ou ne voudra pas les utiliser, c'est pratiquer la politique de l'autruche. C'est surtout ne pas vouloir comprendre la logique des systèmes mis en place.

Le plus élémentaire réflexe démocratique, face à l'informatisation de la société, est d'être systématiquement méfiant, en refusant de croire à des postulats démocratiques hasardeux. L'histoire de la mise en

place du système actuel sans consultation des citoyens laisse présager de la faiblesse d'une telle hypothèse.

Est-il possible de laisser l'Etat décider que toute catégorie sociale est potentiellement dangereuse, en lui accordant la possibilité de manipuler à distance les individus à partir de leurs doubles informationnels (2) ? Peut-on lui donner le pouvoir de spécifier à sa guise les groupes sociaux à réprimer, de dresser les uns contre les autres : Français et immigrés, délinquants de droit commun aujourd'hui, et militants politiques et syndicaux demain ?

« Créer le ghetto dans nos villes, l'apartheid dans nos têtes »

L'obligation de transparence face aux pouvoirs est une volonté totalitaire. Et le totalitarisme n'est pas qu'un moyen de résoudre les crises, il est d'abord contrôle du quotidien. N'oublions pas qu'un des buts les plus importants du projet est de tester son existence systématique à d'autres niveaux du contrôle : entreprises, administrations, consommation.

## Il est urgent de refuser

Il est urgent de refuser : les reculs du pouvoir ne sont que tactiques. Les luttes menées jusqu'à présent contre les fichages n'ont réussi que là où elles ont pu trouver des relais : la menace étant aujourd'hui plus globale et plus dangereuse, il est nécessaire qu'une campagne de refus s'organise.

S'il est trop tard pour refuser le projet en bloc, il faut lui faire perdre de son impact. Deux voies d'action s'imposent :

— profiter de la liberté accordée par l'amendement Caillaud qui permet de prouver son identité par tous les moyens permis de conduire, passeport, carte de famille nombreuse, carte orange, de réduction, d'étudiant, présentation de témoins... il faut éviter que cette carte redevenue le titre unique obligatoire.

— faire renouveler son ancienne carte d'identité avant la mise en place de la nouvelle et refuser de se faire délivrer cette dernière.

La prise en charge d'une campagne ne peut pas être le seul fait de spécialistes de l'informatique. C'est pourquoi le Centre d'Information et d'Initiative sur l'Informatisation demande au plus grand nombre d'organisations de participer à cette campagne.

(1) L'avis récent de la C.N.I.L. donne le feu vert pour le fichage des étrangers.

(2) Ensemble des renseignements concernant un individu stockés dans les ordinateurs.



# RFA : LE SCENARIO DE L'INACCEPTABLE

La nouvelle loi sur la délivrance des pièces d'identité passée en première lecture devant le Parlement de Bonn et depuis également devant la commission des affaires intérieures entraînera deux innovations importantes : le caractère non falsifiable et mécaniquement lisible des documents. Deux aspects qui devraient être d'égale importance pour les autorités chargées de la sécurité. Or, dans la présentation publique qui en est faite, c'est le premier qu'on met en avant (est-ce un hasard ?), la lisibilité mécanique étant reléguée au deuxième plan (ainsi lors du débat en première lecture au Parlement de Bonn).

**L**a discussion critique s'est concentrée sur trois questions ayant trait à la protection des données : les pièces d'identité, d'abord, ne fourniront-elles pas trop de données, y compris même des informations chiffrées, « secrètes » ? Est-ce que leur délivrance ou leur fabrication n'entraînera pas le fichage de la population tout entière ? Est-ce que le numéro de série des pièces d'identité ou bien leur texte (avec la présentation rigidifiée, mécaniquement lisible, du nom et de la date de naissance) ne deviendra pas un numéro personnel ?

tité : si n'importe qui, dans la sphère de l'Etat ou de l'économie, a toute licence de recenser mécaniquement les pièces d'identité, donc d'enregistrer automatiquement les citoyens, seules les autorités chargées de la sécurité ont le droit en outre de se servir de celles-ci pour « l'exploitation automatique des fichiers » — à des fins limitées « de poursuites judiciaires et de prévention du danger », mais cette clause serait pour les autorités en question pratiquement sans limites.

## Scénario de l'inacceptable

### Surveillance croissante par l'Etat

Ces trois problèmes peuvent être partiellement désamorcés par les propositions d'amendement intégrées depuis dans la discussion législative. Mais, si les solutions envisagées paraissent éventuellement suffisantes en égard à la situation politique actuelle, elles demeurent très fragiles en cas de crise, car ce sont, pour une large part, de simples interdictions d'appliquer. Or celles-ci ne changent rien au fait que l'« infrastructure » (Steinmüller, avec tous les abus qu'elle porte en elle, et dont l'aménagement échelonné sur des années revient très cher, est mise en place aujourd'hui et de notre fait. Ulérieurement, à la faveur d'un changement de climat politique, les interdictions pourront être levées en l'espace de quelques jours ou tout simplement contournées.

Autre problème aggravant, la « lisibilité mécanique » en elle-même. Ses effets à long terme menacent les droits fondamentaux inscrits dans la Constitution, et on voit mal jusqu'ici quels remèdes suffisamment réalistes y apporter. La lisibilité mécanique conduit inmanquablement à une surveillance croissante du citoyen par l'Etat. Certes, les dispositions légales, encore une fois (dispositions facilement modifiables ou contournables) imposent certaines limites à l'utilisation mécanique des pièces d'iden-

L'introduction de la lisibilité mécanique devrait donner lieu au scénario suivant, qui en partie est dès maintenant programmé comme suit, en partie serait imposé par les circonstances, en partie pourrait être différemment dosé.

**1980 :** Adoption de la nouvelle loi sur la délivrance des *pièces d'identité*. Distribution des nouvelles cartes, conformément au débat du Parlement de Bonn du 20 septembre 1979, à partir de 1981 selon toute probabilité.

**1981 :** Adoption d'une nouvelle loi ou d'un décret équivalent sur les passeports, afin de les rendre à leur tour infalsifiables et mécaniquement lisibles. Distribution de nouveaux passeports, en conformité avec le débat du Parlement de Bonn, à partir de 1982 probablement.

**A partir de 1982 environ :** Nos voisins introduiront des pièces d'identité compatibles, elles aussi mécaniquement lisibles. Comme la RFA, en conformité avec le débat du Parlement de Bonn, s'est tenue aux « accords internationaux » et aux « conceptions de la Communauté européenne », que les nouvelles pièces d'identité portent la marque D (= Allemand), tant dans la partie texte proprement dite que dans la partie mécaniquement lisible, il ne fait aucun doute qu'on tende à un système international. Cela dit, il ne fait pas moins de doute que les pays ayant une tradition en matière



de droits civiques, tel l'Angleterre et les USA, ne se rallieront pas à un tel système. **A partir de 1983 environ** : D'autres porteurs de données (permis de conduire, carte grise, etc.) doivent satisfaire à leur tour aux principes de lisibilité mécanique et de compatibilité.

« 1984 » : Renonciation à tout progrès marquant dans la voie tracée, car les esprits cultivés pourraient se sentir provoqués.

1987 : La période de cinq années prévue pour modifier pièces d'identité et passeports est arrivée à terme, tout le monde détient maintenant un des nouveaux documents d'identité mécaniquement lisibles. Dès lors, on renforce très conséquemment l'obligation du port, de préférence par des dispositions pénales, afin de tirer plein profit de cette situation améliorée. Ce nouveau pas en avant n'exige aucune préparation technique ou organisationnelle, mais uniquement un habile timing politique. Une crise terroriste ou — venant au bon moment par le jeu de révélations dirigées — un scandale de la drogue préparent le terrain et imposent la légère modification législative dont on a besoin.

A partir de 1987 : les organes de sécurité renforcent leur contrôle, un contrôle massif et durable, sur les mouvements et les activités des citoyens. Avec les procédures actuelles, qui importunent ces derniers, ne sont politiquement admissibles que des contrôles fort limités puisqu'il faut noter les pièces d'identité ou les mettre sur vidéo, et manier le clavier du terminal.

Les opérations demandant du temps, elles gênent, se remarquent, requièrent un personnel coûteux, et du même coup manifestent une forte présence policière, aussi peu souhaitée soit-elle. En revanche, les documents mécaniquement lisibles sont lus par des lecteurs gros comme la main où est logée la micro-électronique qui déchiffre les messages. Il est possible de stocker ceux-ci, par exemple à l'aide d'une minicassette dans un boîtier gros comme un dictaphone portatif, que le fonctionnaire de police glisse dans sa poche. Nul besoin d'être relié directement à un ordinateur pour enregistrer la pièce d'identité, en un laps de temps n'excédant pas deux ou trois secondes.

### On line

En cas de liaison directe, par téléphone ou (depuis n'importe où) par radio, on peut aussi naturellement, comme aujourd'hui déjà mais alors sur une vaste échelle et beaucoup plus rapidement, comparer on-line avec les données de divers fichiers (recherche, observations, etc.) ou encore projeter immédiatement sur un écran de terminal, à l'endroit même où s'est passé l'événement, les informations sur le cas fournies par l'ordinateur.

La carte d'identité, dans ce bel avenir aussi proche que sûr, sera perpétuellement contrôlée aux frontières et à chaque voyage aérien, y compris à l'intérieur de la R.F.A., comme lors des contrôles de véhicules, et plus généralement des contrôles de police dans les trains et les zones menacées telles que gares, aéroports, voisinages de casernes, quartiers de plaisirs, etc. La venue de personnalités marquantes de l'économie et de la politique et d'hôtes officiels de l'Etat estimés en danger entraînera des enregistrements et des vérifications d'identités massives du public proche.

Les réunions qu'on prétendra vouloir protéger d'un quelconque sabotage feront l'objet de recensements élégants et complets ; les manifestations qui pourraient donner lieu à violence, également. L'accès à tout bâtiment où la sécurité pré-

sente des risques sera lié à des enregistrements et à des vérifications d'identité automatiques : ministère de l'Intérieur, police, parlements, bureaux de députés, tribunaux, salles d'audience accueillant de quelconques procès à coloration politique, usines d'armements et autres entreprises menacées.

Ce qui dans cette vision peut encore effrayer, y compris un bon nombre d'honnêtes citoyens, passera inaperçu dans vingt ans. Avec les pièces d'identité lisibles mécaniquement, nous entrerons dans une voie que l'habitude aplanira et qui marque une orientation irréversible, s'il faut en croire l'expérience qu'on peut avoir jusqu'à maintenant de telles évolutions.

### Totalitarisme indirect ?

Les conséquences ? Dans le meilleur des cas, une tendance renforcée au conformisme, l'individu surveillé adaptant son comportement aux attentes du système — souvent à ce qu'il en suppose uniquement ou à ce que, dans son excès d'angoisse, il en refoute : totalitarisme indirect (1) du système. Dans le pire des cas : utilisation dirigée des possibilités de surveillance pour manipuler la population dans le cadre d'un régime totalitaire.

La République fédérale pionnière en Europe, précurseur du système de sécurité techniquement le plus élaboré du monde ! Les futurs imitateurs à l'Est, incapables de suivre aujourd'hui étant donné leur retard dans le domaine de la micro-électronique à bon marché, sauront estimer comme une aide morale aussi bien que technique notre capacité à développer jusqu'à maturité, en Occident, cet aspect de la surveillance des populations. Plus tard, ils emboîteront le pas et, s'appuyant sur les progrès et l'expérience des Occidentaux, reprendront à leur compte les instruments et les méthodes, qui seront alors au point, et peu coûteux.

Que faire ? Les nouvelles pièces d'identité sont à protéger des falsifications, mais ne doivent pas pouvoir être lues mécaniquement ! Il faut renoncer à toute pièce mécaniquement lisible, développer les mesures appropriées contre la lisibilité mécanique avec la même intensité avec laquelle on a d'abord travaillé en sens inverse.

Naturellement, toutes choses un jour, vu les progrès des micro-ordinateurs, seront mécaniquement lisibles, à prix rentables. Mais devons-nous dès aujourd'hui en venir à un stade technologique, organisationnel et législatif non souhaitable, uniquement parce que dans un avenir indéterminé nous ne pourrions plus nous défendre contre l'existence même de ces possibilités techniques ?

Novembre 1979

(1) Publié dans le *Spiegel* du 28 janvier 1980, p. 74-76.

Ce texte circulait depuis novembre 1979 dans les secrétariats de différentes associations ouest-allemandes de protection des données. Il a pour auteur des experts en matière de traitement électronique des données. La traduction française a été publiée dans la petite collection Maspéro : « Rapports » de Günther Wallraf et Heinrich Böll. Les sous-titres et le titre sont de la rédaction.

